

CONSTRUIRE LA PAIX

De la stratégie militaire à une stratégie intégrale

A son jardinier qui lui faisait valoir la centaine d'années que demande un cèdre du Liban pour devenir adulte, le maréchal Lyautey rétorqua : « Alors, plantez-le cet après-midi ! »

L'École de la paix, à partir d'une expérience partagée avec la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH)

- de recherche et d'action sur les thèmes de la responsabilité et de la solidarité,
- de dialogue et de collaboration avec tous les acteurs concernés, y compris les militaires,
- en tenant compte des besoins de plus en plus aigus en matière de construction du vivre ensemble et de prévention des conflits de toutes sortes,

S'est forgé une conception de la paix qui nous conduit à privilégier les éléments et concepts suivants :

- la construction de la paix comme processus,
- l'évolution du besoin de sécurité et de sa nature, et en particulier l'importance du facteur humain dans la dynamique du développement et du progrès,
- l'importance d'une culture de la paix, avec l'objectif de plus en plus impérieux du vivre ensemble à tous les niveaux, du local au global,

Elle propose, conjointement avec la FPH, une réflexion, sur les deux modes d'une conférence et d'ateliers d'approfondissement, sur le thème de la construction de la paix, de la culture et de l'art de la paix, pour un public de cadres militaires.

De l'observation et de la prise en compte du temps long de l'histoire, il ressort que, pour tragique qu'elle soit et sans ignorer ce qui ne relève pas de notre propre héritage culturel et de civilisation, l'aventure des hommes est néanmoins orientée vers une recherche de sécurité. Au milieu des vicissitudes de cette quête, un constat finit par émerger : le fondement d'une action militaire conforme à la Charte des Nations-Unies et au droit des conflits armés est de ramener ou de garantir une paix durable.

Par conséquent, et contrairement à ce que l'on pourrait considérer de prime abord, guerre et paix ne sont pas des démarches disjointes, mais au contraire des processus qui s'intercalent comme une sorte de continuum d'action : l'entrée en guerre signifie l'échec des tentatives de prévention du conflit ou de la crise en cause, et donc la recherche du règlement de cette crise en vue d'un retour à la paix. L'action militaire est donc un des moyens possibles et qui peut s'avérer indispensable pour créer les conditions d'une paix juste. Cette action s'articule par contre nécessairement avec une démarche civile, que nous proposons ici de penser en termes de culture et de pédagogie de la paix.

L'articulation entre les acteurs civils et les acteurs militaires des trois temps du conflit - avant, pendant et après - fait donc de plus en plus partie de la complexité du monde.

L'approche paix, de la construction de la paix, sera toujours plus globale. A la recherche d'un vivre ensemble stable et durable, il nous semble qu'il est temps de penser un art de la paix.

1. La prévention du conflit

La sécurité est loin de se cantonner au seul aspect militaire. La notion de sécurité nationale a, peu à peu, été remplacée par celle de sécurité humaine (perspective de l'individu) et celle de sécurité globale. Prévenir les conflits et préserver la paix et la sécurité, au sens le plus large, consiste bien davantage en une construction du vivre ensemble, sur un "contrat de gouvernance", malgré les différences et les dissensions, sur le long terme, articulant les différents acteurs civils et militaires, locaux, régionaux et nationaux, qu'en un processus de réaction ad hoc aux menaces.

Deux précédents historiques donnent une idée, en quelque sorte, des enjeux :

- le traité de Versailles, après la première guerre mondiale, aujourd'hui considéré comme ayant montré, pour la paix du monde, la nocivité de conditions inacceptables pour le vaincu
- la construction européenne, construction d'un vivre ensemble basé sur le développement économique, social et culturel, fait la démonstration, unique dans l'histoire, de la formule gagnante : dialogue, coopération et réconciliation.

1.1 Quelques grands principes fondateurs du vivre ensemble international

Ces principes fondateurs constituent un horizon de valeurs qui encadrent les conflits :

- **Principes fondateurs de l'ONU** et effort actuel de réforme du système international (cf. Stéphane Hessel)
- **Principes de l'UE** (cf. Henri Oberdorff sur la construction européenne)
- **Culture de la paix, UNESCO, 1999** : « Le grand défi de cette fin de siècle est de nous préparer à gérer la complexité, à penser globalement et à voir aussi loin que les pères de la Charte des Nations Unies quand ils se sont engagés à préserver les générations futures du fléau de la guerre. Le seul moyen d'honorer cette promesse est de favoriser le passage d'une culture de la guerre, qui fut trop longtemps la nôtre, à une culture de la paix. » Federico Mayor, Directeur Général de l'UNESCO, 1996.

1.2 La sécurité, une donnée plurielle

En vertu de ces grands principes internationaux reconnus tant par les Etats que par les organisations internationales, la sécurité comporte aujourd'hui divers volets : alimentaire, énergétique, environnemental, économique et financier, commercial et concurrentiel. Dès lors, elle représente bien, avant tout, un ensemble de valeurs et de visions du monde, jusqu'à laisser toute sa place à la bataille de l'intelligence (Charles-Philippe David).

1.2.1 La sécurité humaine, une approche axée sur les individus et leur sécurité

Cette approche est la garantie d'une stabilité durable des sociétés.

1.2.2 La sécurité humaine dans un univers international conflictuel : état des lieux des conflits contemporains

Les civils sont devenus les principales victimes des conflits d'aujourd'hui. Le modèle de la guerre "classique" étant de plus en plus obsolète, les formes de conflits contemporains mêlent désormais différents types d'acteurs militaires et paramilitaires, nationaux et transnationaux.

1.3 Le vivre ensemble comme socle de la sécurité humaine

La diplomatie préventive peut s'avérer insuffisante pour construire le vivre ensemble. A contrario, la paix relève de plusieurs grands champs d'action qui participent à la stabilisation des sociétés humaines, ce qui réduit les risques de conflits : la Culture et son volet Education ; la Société ; le Pouvoir et la politique en général ; l'Economie et le développement ; l'Ecologie et la relation avec l'environnement. L'implication des acteurs locaux et régionaux est indispensable dans la construction de ce vivre ensemble.

—> L'idée sous-jacente est que la paix est bien avant tout un processus relationnel, qui s'appuie sur les cultures de toutes les parties concernées par un conflit.

2. Le temps de l'action militaire et la nécessaire complémentarité civilo-militaire

Au-delà de l'action militaire, l'enjeu du recours à la force consiste à ne pas hypothéquer les chances de la paix à restaurer, et à pouvoir dégager les conditions nécessaires à la construction d'une paix positive. Dans ce cadre, l'action civile a notamment pour vocation de jouer un rôle d'évaluation de l'usage de la force : l'objectif commun à atteindre est bien la paix à rétablir, sur fond d'exigence éthique.

2.1 Modélisation autour de la notion de conflit : de la gestion à la résolution des conflits

La gestion des conflits, pour pouvoir conduire à la construction d'une paix positive, ne doit pas être pensée uniquement en termes militaires. Celle-ci se déploie globalement autour de trois grands modèles, qui agencent de façon différentes le volet militaire et les volets civils, sur un axe qui va de la confrontation (coercition) à la négociation (conciliation politique), en passant par la médiation (régulation politique) (Patrick Lecomte).

2.2 Différents types d'approches globales de la part des institutions de défense

- L'approche globale française (CICDE) : un héritage de l'histoire
- L'approche globale par l'OTAN : la logique d'une alliance
- L'approche globale par l'UE : la construction européenne comme laboratoire de paix

2.3 La place des civils dans la réflexion sur la sortie de crise

La question qui se pose est celle de la coordination entre les volets civils et le volet militaire.

- **Les civils en tant que citoyens** : la société civile, notamment à travers les ONG
 - > prise en compte de dimensions sociales
- **Les autorités civiles** : les autorités politiques, notamment des parlementaires ou des conseillers civils qui accompagnent les militaires sur le terrain (les POLAD, pour "policy advisors"), dans leur rôle d'information et de vérification des procédures démocratiques.
 - > Importance du politique comme pièce maîtresse de l'architecture de l'Etat de droit
 - > Importance des acteurs économiques dans la reconstruction

Quand les armes se sont tues, le «faiseur de paix» reprend le premier rôle, sans pour autant que le militaire soit absent du processus, à la fois en appui de ses moyens à des fins «civiles» et en posture dissuasive.

3. L'art de la paix : culture de la paix et gouvernance des sociétés

L'enjeu est bien la consolidation de la démarche de paix, en passant de la paix des armes (soit l'absence de conflit) à la paix positive (absence de conflit + bien-être social, économique et humain) et à l'art de la paix (soit la construction de relations pacifiées et solides). La paix ne saurait se concevoir de façon durable sans développement facteur de progrès, ni le développement sans la paix. L'art de la gouvernance consiste bien à gérer les transitions et à faire coopérer ensemble les différents niveaux.

3.1 Culture et pédagogie de la paix

Dans la phase suivant une guerre, les militaires doivent pouvoir jouer un rôle en sortant du cadre traditionnel de l'action militaire pour intégrer un autre registre culturel et tenir compte du contexte géographique et socio-économique dans lequel ils agissent.

- **Une culture de la paix suppose une pédagogie de la paix**, qui repose sur quelques éléments fondamentaux :
 - Des valeurs spécifiques : responsabilité, respect et dialogue
 - Des dualités à articuler : individu et collectif ; local et global ; court terme et long terme ; éthique et pratique ; émotion et rationalité ; unité de la personne humaine et diversité des cultures
- **Une bonne gouvernance** se matérialise par un art des sociétés à se gérer elles-mêmes, à se construire comme communautés et à préserver l'équilibre avec leur environnement extérieur dans un cadre constitutionnel.
- **Un processus d'apprentissage** est nécessaire car "Construire la paix, pour des acteurs qui sortent d'un conflit, c'est être comme un chasseur qui a un fusil à un coup et qui n'a jamais appris à tirer." (Pierre Calame)

3.2 Maîtrise de la violence : pour une coordination efficace des acteurs civils et militaires

Pour pouvoir ériger une gouvernance stable, basée sur une réelle culture de la paix, il importe de gérer au mieux la coordination entre les militaires et les civils en vue de :

- maîtriser la violence et développer une volonté de vivre ensemble,
 - impulser un processus de développement économique et social
 - mettre à l'écart les affects dans les relations sociales et politiques, afin d'agir de façon raisonnée.
- (Général Bachelet)

3.3 Paix, sécurité et formation : le potentiel des populations dans la construction d'un vivre ensemble stable

Les armées des pays en développement doivent jouer un rôle réel dans l'Etat : pour être légitime, une armée doit être perçue comme utile par la population (grande importance du lien armée nation ; l'armée comme enfant de la démocratie dans certains Etats comme l'Allemagne, le Liban ou la Turquie d'Atatürk).

Dans ce contexte, les médias ont un rôle à jouer pour forger le lien entre l'armée et la nation.

Conclusion

Le défi commun aux acteurs civils et aux acteurs militaires, sous la responsabilité essentielle des autorités politiques garantes du projet collectif, n'est-il pas en définitive de pratiquer un art de la paix pour gagner ensemble la bataille de l'intelligence ?

Etudes de cas : art de la paix et sortie de conflit

La Colombie en quête de paix

*“Colombianos, las armas os han dado independencia, las leyes os daran libertad.”
(Santander. Citation du fronton du palais de justice de Bogota)*

Depuis les **années 1960**, à l'opposition entre les deux grandes forces politiques se partageant le pouvoir en Colombie, s'est ajouté un conflit armé interne impliquant l'armée, des guérillas marxistes telles que les **FARC** ou **l'ELN**, puis des groupes paramilitaires d'extrême-droite.

La doctrine de l' "action intégrale" (dite aussi de "récupération sociale du territoire") lancée en juin 2004 par le président Uribe, s'inspire du concept militaire d'action civilo-militaire et a pour but de gagner l'adhésion de la population dans la durée après s'être débarrassé de la présence des FARC dans les régions les plus pauvres du pays (zones de narcotrafic). L'objectif recherché est la cohérence entre les orientations politiques du Gouvernement et l'action des militaires sur le terrain, créant une véritable action globale et intégrée entre militaires et civils.

Ainsi après la reconquête du terrain, la véritable pacification, au-delà de l'action conjointe de l'armée et de la police et du rétablissement des services de l'Etat (santé, éducation, transports...) ne doit-elle pas passer par une meilleure prise en considération des causes structurelles du conflit ? Ou la définition d'un projet de société comme la troisième étape de la fondation d'une nation ?

Le cas de l'Ex-Yougoslavie

“Sept ans après la guerre, nous avons la paix et rien d'autre.” Srdan Dizdarevic, président du Comité Helsinki pour les droits de l'homme (Le Monde, 22/ 02/2003)

Fondée à la suite de la Première Guerre Mondiale, la Yougoslavie se place sous l'autorité de Tito après le second conflit mondial. Peu après sa mort en mai 1980, les tensions entre les diverses entités de la fédération¹ se polarisent. L'escalade des nationalismes qui aboutit au conflit de 1991 s'appuie aussi sur le marasme économique aggravé par des tensions politiques croissantes entre la Bosnie, la Croatie et la Serbie. Face à l'enlèvement de l'UEO, l'OTAN réalise des frappes aériennes ciblées en 1993, en parallèle du travail diplomatique du groupe de contact franco-germano-britannique activé en 1994.

1 Il s'agit de la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Slovénie, la Serbie, la Macédoine et le Monténégro, et deux régions autonomes régies par un statut particulier : le Kosovo et la Voïvodine.

La guerre en Bosnie a pris fin avec la négociation des **accords de Dayton** de décembre 1995. Mais ces accords n'ayant pas réglé la question des revendications indépendantistes du Kosovo, un conflit éclate alors au Kosovo en 1996. Celle-ci entraîne l'intervention des forces de l'OTAN, en accord avec le Conseil de Sécurité de l'ONU, en juin 1999. La guerre au **Kosovo** prend fin par une intervention de l'**OTAN** contre les forces serbes (de nouveaux conflits éclatent cependant en 2004).

Malgré le processus de reconstruction engagé par la communauté internationale, notamment à travers les forces de stabilisation de l'OTAN (SFOR en Bosnie et KFOR au Kosovo) et les efforts d'intégration politique régionale et de traitement judiciaire des criminels de guerre, on ne peut que constater que le règlement militaire de ces crises n'a pas permis d'apporter une paix positive, synonyme de développement économique et social. L'attitude la plus avisée aurait donc bien du être de penser l'articulation des acteurs civils et militaires dans la promotion d'une sécurité globale en ex-Yougoslavie.

L'Afghanistan et les défis de la construction de la paix

« Venez compléter l'œuvre de pacification par celle du développement. », Supplique à un journaliste, d'un capitaine commandant une compagnie du 2ème REP en Afghanistan à l'occasion du décès du légionnaire Hutnik, tué le 8 avril 2010.

Les conflits ne sont pas une réalité nouvelle en Afghanistan. Ce pays a connu de multiples occupations au fil des siècles. Son histoire récente a été marquée par de nombreux coups d'Etat dans les années 1970, par l'occupation soviétique dans les années 1980, par une guerre civile qui a pris fin avec la prise du pouvoir par les Talibans en 1996.

Après la chute du régime Taliban, qui a tenu le pays d'une poigne de fer jusqu'en septembre 2001, les espoirs de reconstruction étaient grands et le défi de taille. L'ONU a mis en place une coalition internationale pour aider les Afghans à entamer la reconstruction de leur pays dévasté par les guerres, la pauvreté et la famine. En parallèle, le **11 août 2003**, l'**OTAN** a pris le commandement de la **Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS)**, à laquelle contribuent 37 pays ; elle s'emploie à étendre l'autorité du pouvoir central et à faciliter la reconstruction du pays. **Depuis décembre 2004**, une force internationale de près de 10 000 hommes stationne en Afghanistan, s'ajoutant aux 20 000 soldats américains déjà présents. Cette coalition, formée sous l'égide de l'**ONU**, tente d'installer des structures propices à la démocratie.

Les questions qui se posent aujourd'hui à propos de la stratégie à adopter en Afghanistan pour résoudre le conflit, concernent davantage qu'une reconstruction ; c'est de la construction d'une société capable de se développer économiquement et socialement, autant que démocratiquement, qu'il s'agit.